



Téléphoto AP — Canada Wide Service

*Les ministres arabes du pétrole se sont rencontrés une fois de plus au Caire en janvier dernier. Sur cette photo on voit les délégués des pays exportateurs réunis au siège social de la Ligue arabe au Caire. On reconnaît de gauche à droite: le sheik*

*Abdel Aziz Khalifa Hammad du Qatar, MM. Abdel Rahman Atieki du Koweït, Ibrahim Mazhoudy de l'Algérie et Ahmed Hilal de l'Égypte. M. Mazhoudy est ambassadeur d'Algérie en Égypte.*

Saoudite, du Koweït et des pays de la péninsule arabe partagent pleinement.

### **Objectif politique**

La seconde mesure, d'origine purement arabe, vise un objectif politique. Six ans d'intenses négociations à la suite de la guerre de 1967 ont fini par convaincre les États arabes de deux choses. Premièrement, que les Israéliens n'abandonneraient pas volontiers les conquêtes faites au cours de cette guerre, puisque leurs nouvelles frontières étaient beaucoup plus faciles à défendre que les anciennes. Deuxièmement, que les États-Unis ne pouvaient ou ne voulaient pas forcer Israël à se retirer. Des démarches rassurantes pour les États-Unis (telle que l'expulsion, par exemple, des «conseillers» soviétiques de l'Égypte en 1972, apparemment faite à la suggestion du roi Fayçal) n'avaient donné aucun résultat, pas plus d'ailleurs que la tentative d'inciter les alliés européens des États-Unis à persuader ces derniers de modifier leur politique. Il semble donc que les Arabes aient décidé l'été dernier de passer à l'attaque sur deux plans. D'une part, l'offensive militaire lancée par l'Égypte et la Syrie démontrerait que les Arabes étaient à la fois prêts à se battre et capables d'infliger de lourdes pertes à Israël, et rendrait par ailleurs sa fluidité à une situation qui paraissait figée. Simultanément, on utilise-

rait l'arme du pétrole en imposant un embargo sur les livraisons destinées aux États-Unis et aux Pays-Bas, et en réduisant les expéditions vers l'Europe de l'Ouest et le Japon; on assurerait le succès de cette tactique en réduisant la production de dix pour cent.

Cette entreprise des Arabes poursuivait, semble-t-il, deux objectifs. D'abord, celui de persuader le gouvernement des États-Unis et, peut-être plus important encore, le public américain que l'appui d'Israël n'allait pas sans inconvénients; on espérait créer assez d'ennuis pour amener Washington à s'occuper plus activement des négociations de paix au Moyen-Orient et, plus particulièrement, à modifier sa position pro-israélienne. Puis, en rappelant à l'Europe et au Japon leur impérieux besoin du pétrole arabe, on voulait les convaincre de se dissocier de la politique des États-Unis au Moyen-Orient et d'exercer auprès du gouvernement américain une influence favorable aux intérêts arabes. Il convient d'ajouter qu'en ce qui concerne les États-Unis, les Arabes ont choisi pour réduire leurs livraisons de pétrole le moment le plus favorable à leurs intérêts. Depuis deux ans, en effet, ce pays souffrait d'une pénurie de pétrole attribuable à divers facteurs, dont le relèvement maximal de la production intérieure, le manque de nouvelles raffineries, la consommation